

# Les Etats-Unis en ont-ils fini avec la crise ?

JOSEPH STIGLITZ

Comentaris recollits per JEAN GABRIEL FREDET

LE NOUVEL OBSERVATEUR, 3.09.09

Ceux qui affirment que cette crise, la pire depuis la Grande Dépression, est finie, se trompent : ses effets dureront probablement longtemps même si le plus dur - la faillite de Lehman Brothers menaçant directement de mort notre économie - est derrière nous. Techniquement, sous l'effet notamment d'une brutale résorption des stocks, la croissance redevient positive. Pour autant, je ne crois pas à une reprise solide dans un futur proche. Le plan de relance d'Obama prévoit bien 800 milliards de dépenses publiques étalées sur deux ans. Mais le système américain oblige l'Etat fédéral à financer les déficits - aujourd'hui très lourds - des Etats fédérés. Et le plan de relance devra affecter une bonne moitié de ses crédits à combler les déficits locaux... ce qui réduira significativement son impact. Sortir de la récession, pour la plupart des gens, c'est surtout retrouver un travail. Or, même les 3,6 millions d'emplois supplémentaires prévus dans le plan n'y suffiront pas. Ils ne compenseront pas les destructions d'emplois de 2008 ni ne suffiront à donner un job aux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Le chômage va donc continuer à croître pendant une longue durée et les entreprises auront encore longtemps des capacités de production inutilisées. Mon sentiment : dans quatre ans nous serons tout juste remis de cette crise. Mais à un niveau inférieur à celui que nous aurions atteint si nous avions préféré une voie stable à une voie spéculative.

D'autant que le système financier où tout a commencé n'est pas tiré d'affaire. Poursuivant la politique détestable de l'administration Bush, Barack Obama n'a pas entamé de véritable restructuration. Certes, la faillite de certains établissements a permis aux survivants de reconstituer rapidement leurs marges : ayant accès aux fonds publics à taux très bas, ils ont pu pratiquer des taux d'intérêt plus élevés, augmenter leurs marges et renouer avec les bénéfiques. Mais ces bénéfiques, dus pour l'essentiel aux activités de marché, donc à la spéculation, n'ont rien à voir avec la distribution de crédits au secteur productif. Au lieu de rompre avec l'idéologie selon laquelle l'absence de réglementation est la meilleure façon de faire fonctionner l'économie, les banquiers ne rêvent que de revenir au monde merveilleux d'avant 2007 où ils pouvaient s'enrichir sans vergogne. Réglementer ? Surtout pas ! Elue comme celle de Bush avec les subsides financiers des grands lobbies de Wall Street, l'administration Obama commet l'erreur de croire qu'elle ne peut restructurer les grandes institutions bancaires. Au lieu de démanteler les trop grandes banques et de restreindre leurs activités à risque, elle s'est égarée en récompensant les banquiers qui ont exploité les faibles, détruit la solidarité et augmenté la pauvreté. Cet «ersatz de capitalisme» qui socialise les pertes et privatise les profits va donc perdurer. Et si par-dessus le marché, le gouvernement se laisse convaincre par les banquiers qu'ils ont pris les mesures adéquates, on va droit à une nouvelle crise !

Après une période exceptionnelle entre 1989 et 2007, les Etats-Unis découvrent aujourd'hui leurs limites : le modèle sous-jacent basé sur un consommateur américain tout-puissant et la confiance dans le système financier sont obsolètes. Les Etats-Unis n'ont plus la première source de capital, la suprématie du dollar est contestée et, en monnaie constante,

le revenu des classes moyennes va se dégrader. Il y aura un rééquilibrage: les Etats-Unis resteront longtemps encore le pays le plus riche de la planète par tête d'habitant. Ils joueront toujours un rôle central dans la gouvernance économique mondiale. Mais l'ère où ils pouvaient dicter leurs lois au reste du monde est révolue.»